

Immigration clandestine à Calais : stop à l'anarchie !



S'il y a bien un coin de France qui symbolise aujourd'hui la chute de l'Etat et la disparition de la République, c'est Calais.

Quelle invraisemblable situation que celle de cette ville aujourd'hui ! Quelle scandaleuse incurie du pouvoir qui ne fait rien pour venir au secours d'habitants pris au piège. Et quelle dramatique conséquence du laxisme d'Etat, de l'effroyable politique d'immigration qui prévaut en France depuis bien longtemps. Il n'y a plus de loi qui vaille à Calais. Il n'y a plus d'Etat de droit à Calais, il n'y a plus que la jungle, la violence et la loi du plus fort, bref, l'inverse de la République.

Parlons d'abord de ce drame à ciel ouvert, celui dont personne ne parle. Le gouvernement ne dit mot de ce qui se passe à Calais, nie le problème, ferme les yeux. Et si le gouvernement ne dit mot, la prétendue opposition UMP n'en dit pas davantage ! Personne ne parle de Calais parce que ce qui s'y passe gêne tout le monde : tous ceux cités sont responsables ! Le

gouvernement actuel par son laxisme d'aujourd'hui, l'UMP par son laxisme quand elle dirigeait le pays.

Ce drame, c'est celui de l'immigration clandestine, véritable poison, dont Calais est aujourd'hui la conséquence la plus visible, et la plus choquante. Il entre dans notre pays désormais chaque année, depuis que nous avons supprimé nos frontières et sacrifié notre souveraineté territoriale sur l'autel de l'Europe, des dizaines de milliers de clandestins, sans doute plus de 100 000 par an désormais. Bien évidemment, aucun chiffre précis ne circule sur l'immigration clandestine, mais de nombreux rapports et témoignages signalent qu'elle augmente de manière exponentielle depuis quelques années.

Ces clandestins, ce sont des gens en situation irrégulière, des délinquants au sens de la loi, qui n'ont rien à faire sur notre territoire national. La plupart cherchent à rester en France, tant l'on sait que notre pays est généreux avec eux, leur offrant toute la protection juridique possible, et la santé, gratuite, via l'aide médicale d'Etat, mise en place par le PS et maintenue par l'UMP, alors même que nos compatriotes doivent payer de plus en plus pour se faire soigner.

Parmi ces clandestins, ces délinquants, certains visent d'autres pays, et veulent tenter leur chance en Angleterre. Ce sont eux que l'on retrouve à Calais. Cette ville est devenue le goulot d'étranglement d'une immigration clandestine qui bloque aux confins de l'espace Schengen.

Cela fait des années et des années que ça dure et que ça empire. Vous vous souvenez bien entendu de Sangatte, puis après sa fermeture électoraliste mais inopportune, de ce qu'on a appelé la jungle. Et, après tant et tant d'années d'inaction, vous constatez que la situation n'a pas changé. Pis, vous constatez qu'elle a empiré, et qu'elle atteint aujourd'hui un caractère proprement inacceptable.

Si l'on retient les chiffres donnés par les policiers, ce sont

plus de 3000 clandestins qui errent ici, chaque jour rejoints par d'autres, chaque jour délestés de quelques-uns qui parviennent à traverser la Manche. Ce nombre est devenu faramineux et ingérable.

On assiste à Calais, ville du territoire français, à des violences dignes de territoires échappant à l'Etat de droit, où règne la loi du plus fort et d'où la civilisation a totalement disparu.

Les Calaisiens constatent ainsi, effarés, que dans leur ville, maintenant dans le centre-ville même, se déroulent de violents affrontements entre ethnies, affrontements barbares et dignes d'un autre âge. Ils sont aussi choqués de savoir que les pires pratiques, les plus inhumaines, et notamment la traite d'êtres humains, sont devenues monnaie courante ici. Contre quelques milliers d'euros, des passeurs sans foi ni loi, organisent ainsi le transfert en Angleterre de clandestins, parfois au péril de la vie de ceux qu'ils font payer. Les routiers, médusés et révoltés, voient leur outil de travail chaque jour menacé, parfois envahi ou saccagé, par des clandestins qui ne reculent devant aucune extrémité pour essayer de défier les lois et de passer outre-Manche.

Dans la ville de Calais, les habitants subissent les conséquences de la présence de ces milliers de délinquants, en termes de cambriolages, de dégradations, d'insécurité, et l'atmosphère devient très lourde, très pesante. Les habitants sont à bout.

L'on assiste aussi à des drames absolus, conséquence terrible du désordre régnant ici, comme à la mort de cette adolescente, lundi, qu'un automobiliste a heurté malgré lui, et qu'il a voulu secourir, avant de devoir quitter les lieux pour ne pas être lui-même victime de la barbarie.

Les forces de l'ordre sont débordées. Quand des ordres leur sont donnés, elles tentent de s'interposer au milieu d'une

rixe, ou d'empêcher l'assaut lancé contre les camions à destination de l'Angleterre. Les services de l'Etat manquent cruellement de moyens pour démanteler les réseaux mafieux qui exploitent la misère humaine et pour arrêter les passeurs.

C'est que la réaction de l'Etat est des plus molles qui soient. Que fait le ministre Cazeneuve, ministre de l'Intérieur transparent s'il en est ? Où est-il ? est-il venu voir de quoi il retourne ici ?

Il nous annonce, dans l'incroyable mollesse qui le caractérise, quelques renforts. Quelques renforts pour faire quoi ? Citons-le : « L'objectif est de fluidifier la circulation des camions, d'éviter qu'ils soient assaillis, et de renforcer les contrôles, tout en assurant la sécurité des migrants qui sont eux-mêmes en danger. Il s'agit aussi de soulager les forces de l'ordre et de décourager les filières de passeurs ».

Faut-il « fluidifier » la circulation des camions ? Non, il faut assurer la sécurité des chauffeurs, et permettre aux entreprises de transport de faire leur travail, en toute tranquillité. Faut-il « soulager » les forces de l'ordre ? Non, il faut leur donner les moyens de rétablir l'ordre, justement, et leur confier la mission d'arrêter les clandestins, pour qu'ils soient renvoyés chez eux ! Faut-il « décourager » les filières de passeurs ? Non, il faut leur livrer une lutte sans merci, arrêter, juger et mettre en prison ces monstres qui profitent de la misère humaine.

On nous annonce aussi la réouverture d'un centre d'accueil pour les clandestins. Mais n'a-t-on pas assez dépensé d'argent public pour loger et nourrir ces clandestins ? N'est-il pas temps de penser que leur place n'est pas ici, ni en Angleterre, mais qu'elle est dans le pays d'où ils viennent ? N'est-il pas temps de vouloir les arrêter et de les expulser ?

Encore une fois, que font ces gens sur notre territoire ? Le

droit ne doit pas être à géométrie variable. Ces gens-là sont ici en contravention avec notre droit national, nous devons rétablir l'autorité de la loi. Mais le problème n'a pas toutes ses origines dans l'extraordinaire mollesse du ministre de l'Intérieur. Il est bien plus profond. Et Calais n'est que la conséquence épouvantable d'une politique immigrationniste devenue folle, incompréhensible, inacceptable du point de vue républicain qui est le nôtre.

Il faut d'urgence mettre fin à Schengen, ou à tout le moins, avant de dénoncer ce traité quand nous en aurons la possibilité politique, suspendre son application, puisque c'est immédiatement possible. Nous disons qu'il est aujourd'hui urgent de cesser de permettre à ces dizaines de milliers de clandestins de rentrer librement dans notre pays via les autres pays de l'Union européenne. D'urgence, il faut rétablir des contrôles à nos frontières, pour empêcher ces clandestins de fouler le sol de notre territoire national. Et dans le même temps il faut retirer de notre droit la possibilité de régulariser les clandestins, parce que chaque régularisation est un appel à une immigration supplémentaire.

En agissant ainsi, non seulement nous lutterons contre le fléau de l'immigration clandestine, qui nous coûte tant en occupation des forces de l'ordre, en obstruction de la Justice, en financement public, mais nous couperons les filières mafieuses de passeurs à la racine, en leur enlevant toute raison d'être.

Nous contribuerons aussi à remonter le moral de nos compatriotes, qui ne comprennent plus l'abandon de l'Etat devant ce phénomène, qui ne supportent plus que l'argent de leurs impôts soit ainsi gâché à entretenir une illégalité manifeste, alors même qu'on les oblige à se serrer la ceinture, à faire des économies sur tous les budgets.

Face au phénomène de l'immigration clandestine, face à la situation catastrophique, le silence de MM. Valls et Hollande

est assourdissant. Leur incurie est incompréhensible. Leur désintérêt confine en réalité au mépris pour les Français. Qu'ont-ils à leur dire à ce sujet ? Qu'ont-ils l'intention de faire ? Jusqu'où vont-ils laisser la situation s'envenimer ? Jusqu'où accepteront-ils de voir la République reculer ?

De Calais, de cette situation explosive, de l'immigration clandestine en général, des souffrances des Français, ils se moquent. Monsieur Valls est bien trop occupé à poser pour les photographes du Nouvelobs, trop occupé à se mêler des chicaneries du PS, de ces guerres picrocholines de chapelles socialistes dont les Français n'ont que faire, pour s'astreindre à régler les problèmes des Français, à commencer par celui, terrible, de l'immigration clandestine, que chacun vit, concrètement, à Calais.

Monsieur Valls, pire Premier ministre de la Cinquième République, préfère lancer des débats stériles et d'un autre âge dans des interviews que lui lance la presse de gauche, à destination des quelques bobos que sa parole intéresse encore, il préfère faire le beau sous les dorures de l'Élysée, recevoir de son compère François Hollande une médaille imméritée, se piquer d'une séance de bons mots qui ne font plus rire personne, plutôt que de travailler au service de la France.

Et pendant ce temps-là, à l'UMP, rien de bien différent. Voilà un ancien président de la République, portant une très lourde responsabilité dans l'explosion de l'immigration clandestine, passé maître dans l'inaction, et qui semble d'une manière frappante avoir été l'éclaireur en matière de laxisme, qui passe son temps à faire son show clownesque sur les estrades. A répéter sans plus intéresser personne les mêmes mensonges que ceux qu'il tenait il y a dix ans déjà. En matière d'immigration, l'UMP a été aussi nulle que le PS, elle n'a rien fait pour protéger les Français et faire respecter la loi. Ces promesses refaites cent fois mais jamais tenues expliquent largement pourquoi le retour de cet ancien

président se fait dans l'indifférence générale de la population française, qui a compris l'imposture.

La France crève de l'inaction ravageuse des dirigeants UMPS sur l'immigration de masse et l'immigration clandestine. Il faut maintenant mener la guerre à ce phénomène.

*Article transmis par **Christian Vercoutère***